

La <balle microplastique> est dans votre camp

Les ONGs demandent aux décideurs européens d'interdire l'utilisation intentionnelle des microplastiques de manière stricte

Entre

**75,000 et
300,000 tonnes**

de microplastiques sont rejetées dans l'environnement chaque année dans l'Union Européenne (UE), où ces microparticules persistent et s'accumulent.

Plusieurs pays ont interdit les produits contenant des microplastiques, tels que les microbilles dans les cosmétiques, et des centaines d'entreprises ont trouvé des solutions alternatives pour débarrasser leurs produits de ces particules. Une action à l'échelle de l'UE est nécessaire dès maintenant pour mettre un terme à cette pollution croissante.

Conformément à la

**Stratégie européenne
sur les matières
plastiques (2018),**

l'Agence européenne des Produits Chimiques (ECHA) a été invitée à présenter une proposition visant à restreindre l'utilisation des microplastiques intentionnellement ajoutés dans le cadre du Règlement sur l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques (REACH).

Cette proposition a été soumise à une évaluation scientifique et est actuellement entre les mains de la Commission européenne et des États membres.

Les décideurs européens ont maintenant la possibilité d'adopter une restriction ambitieuse et effective des microplastiques.

Nos recommandations-clés aux décideurs de l'UE pour l'adoption d'une restriction sans délais injustifiés ni dérogations incluent:

- **Reconnaître la validité des conclusions scientifiques de l'ECHA** concernant l'impact désastreux des microplastiques sur l'environnement et potentiellement sur la santé, qui justifie une action immédiate pour empêcher toute nouvelle pollution;
 - **Inclure les nanoplastiques, les plastiques dits biodégradables et les polymères solubles** dans le champ d'application de la restriction afin d'éviter toute substitution absurde et toute pollution continue,
- **Mais s'attaquer aux principaux défauts de la proposition actuelle qui compromettent la réalisation de son objectif**, ce qui exige de:
 - **Refuser les dérogations proposées qui compromettent l'objectif de la restriction ou qui ne sont pas justifiées**, par exemple en ce qui concerne les terrains de sport synthétiques,
 - **Renforcer les exigences proposées en matière de 'reporting', ainsi que les instructions d'utilisation et d'élimination**, en particulier pour les granulés de plastique industriels,
 - **Rejeter l'octroi de délais injustifiés**, notamment les périodes transitoires accordées pour les microplastiques dans les cosmétiques, les détergents et les usages agricoles, qui permettraient à une source importante de pollution de continuer de polluer alors que des alternatives existent ou qu'un besoin sociétal crucial n'est pas justifié.

L'entrée en vigueur de la restriction pourrait réduire les émissions de microplastiques dans l'environnement de 39 390 tonnes, mais seulement après 2030. Le calendrier ci-dessous montre les retards dans la mise en œuvre de l'interdiction qui résulteraient des périodes de transition proposées. La plupart de ces périodes de transition sont injustifiées et risquent de compromettre l'efficacité globale de la restriction.

Retards de mise en œuvre si les périodes de transition proposées étaient approuvées:



Si la Commission européenne et les États membres suivent ces recommandations, la restriction pourra :

Protéger l'environnement et la santé humaine contre les produits chimiques dangereux, conformément au Pacte Vert européen et à la stratégie de l'UE en matière de produits chimiques pour la durabilité;

Réduire les émissions de plastiques dans l'océan et les masses d'eau, conformément à la stratégie sur les plastiques

Stimuler l'innovation et soutenir les entreprises pionnières dans la production et la commercialisation d'alternatives sans microplastiques;

Soutenir les autorités locales et les entreprises chargées de dépolluer l'environnement des microplastiques, en particulier l'eau ;

Renforcer la confiance des citoyens européens dans l'UE et en sa capacité à respecter ses engagements ;

Ouvrir la voie à d'autres mesures réglementaires ciblant les microplastiques, en commençant par les sources secondaires de microplastiques qui ne sont pas incluses dans cette restriction.

1. Communication de la Commission européenne pour une stratégie européenne sur les matières plastiques dans une économie circulaire, 2018:

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1516265440535&uri=COM%3A2018%3A28%3AFIN>

2. The Guardian, "More than 14m tonnes of plastic believed to be at the bottom of the ocean," 5 October 2020. See at:

<https://www.theguardian.com/environment/2020/oct/06/more-than-14m-tonnes-of-plastic-believed-to-be-at-the-bottom-of-the-ocean>

3. Voir exemples ici: <https://www.beatthemicrobead.org/zero-products/>

4. Communication de la Commission européenne pour une stratégie européenne sur les matières plastiques dans une économie circulaire, 2018:

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1516265440535&uri=COM%3A2018%3A28%3AFIN>

5. BEE, Analysis: EU microplastics ban: How industry pressure led European Chemicals Agency to dilute its proposals, septembre 2020, accessible ici: <https://eeb.org/library/eu-microplastics-ban-how-industry-pressure-led-european-chemicals-agency-to-dilute-its-proposals/>

6. Voir par exemple Beauty Kitchen, une entreprise basée au Royaume-Uni dont un représentant a soutenu les ONGs pendant les discussions au sein du comité SEAC.

7. Preuves des impacts des microplastiques dans les stations de traitement des eaux usées telles que soumises dans la consultation publique: voir RCOM 2, commentaire #2189, et RCOM4 commentaire #2388, RCOM 7 #2704, et RCOM #2080

RETHINK PLASTIC

Rethink Plastic, part of the Break Free From Plastic movement, is an alliance of leading European NGOs working towards ambitious EU policies on plastics. It brings together the Center for International Environmental Law (CIEL), ClientEarth, Environmental Investigation Agency (EIA), European Environmental Bureau (EEB), European Environmental Citizen's Organisation for Standardisation (ECOS), Greenpeace, Seas At Risk, Surfrider Foundation Europe, and Zero Waste Europe. Together they represent thousands of active groups, supporters and citizens in every EU Member State working towards a future free from plastic pollution.

#break free from plastic

#breakfreefromplastic is a global movement envisioning a future free from plastic pollution made up of 1,400 organisations from across the world demanding massive reductions in single-use plastic and pushing for lasting solutions to the plastic pollution crisis.

Authors and Translation:

Elise Vitali
European Environmental Bureau

Hélène Duguy
ClientEarth

Design: www.blushcreate.com

Published February 2021